

**DEMANDE D'AIDE relative aux investissements réalisés pour la production de plantes  
à parfum, aromatiques et médicinales (PPAM)**

*Décision MEP/SAEF/VOLX/D2024-05 du 21/03/2024*

***Veillez renvoyer votre demande à [dnvolx.aides@franceagrimer.fr](mailto:dnvolx.aides@franceagrimer.fr)  
Ou par courrier  
à délégation nationale de volx – 25 rue du Maréchal Foch – 04130 VOLX  
Au plus tard le 30 avril.***

**IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**

**N° SIRET :**

**DEMANDEUR INDIVIDUEL**

Nom : Prénom :

Date de naissance :

Adresse :

Code postal : Commune :

**DEMANDEUR EN SOCIÉTÉ**

Raison sociale :

Adresse :

Code postal : Commune :

Forme juridique : *Veillez cocher la case correspondante à votre situation et compléter le tableau ci-dessous*

Gaec : Earl : autres : *Veillez préciser :*

Nom et prénom des associés	Date de naissance

NI (NOUVEL INSTALLÉ) / JA (JEUNE AGRICULTEUR) OUI NON

**COORDONNÉES DE LA PERSONNE À CONTACTER**

Nom : Prénom :

Téléphone :  
*Mobile* *fixe*

Mél :





## CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

### PRÉSENTATION DU PROJET

*(tenir compte de la grille d'évaluation ; vous pouvez joindre une annexe le cas échéant)*

## CARACTÉRISTIQUES DU PROJET (SUITE)

### **MATÉRIELS ET LEUR FONCTION**

*(décrire précisément le type de matériel et ses fonctions et préciser les critères de choix)*

### **PRÉCISER ET DÉCRIRE LE OU LES IMPACTS DES INVESTISSEMENTS**

*(exemple : économique, qualité, économie d'énergie ...)*

## CARACTÉRISTIQUES DU PROJET (SUITE)

### DÉMARCHE COLLECTIVE

Votre projet est-il à l'initiative d'une démarche collective

- de votre groupement de producteurs    oui    non    nom du groupement

- d'un GIEE dont vous êtes adhérents    oui    non    nom du GIEE

- d'une autre structure collective    oui    non    nom

Votre projet impacte-t-il d'autres exploitations    oui    non    Indiquer le nombre :

### CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Début prévisionnel du projet	Fin prévisionnelle du projet

**Rappel** : le projet d'investissement pour lequel la subvention est sollicitée ne doit pas faire l'objet d'un commencement d'exécution des travaux (acceptation de devis, signature de bon de commande, versement d'acompte, ...) avant la date de dépôt de la présente demande d'aide.



## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné(e) (nom et prénom) :

- **Demande à bénéficier** de l'aide relative aux investissements pour la production de plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
- **Atteste sur l'honneur** :
  - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
  - avoir pris connaissance de la décision du Directeur Général de FranceAgriMer MEP/SAEF/VOLX D2024-05 du 21/03/2024,
  - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
  - être à jour des mes obligations fiscales et sociales,
  - que le projet pour lequel la subvention est demandée n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution des travaux (signature de bon de commande, approbation de devis ...) avant la date d'autorisation de commencement de travaux,
  - que mon entreprise n'est pas en difficulté au sens des lignes directrices communautaires concernant les aides de l'état au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté (JO 2022/C485/01),
  - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions prévues à l'article 10 de la décision en vigueur.
  
- **M'engage à** :
  - fournir à la Délégation nationale de Volx de FranceAgriMer les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier,
  - ne pas solliciter, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens) en plus de ceux mentionnés dans le tableau « plan de financement prévisionnel »,
  - respecter le taux maximal d'aides publiques autorisé,
  - poursuivre mon activité et à conserver l'investissement en état de fonctionnement et sans modification de l'usage pendant 5 ans après la date de paiement de l'aide et à signaler immédiatement à FranceAgriMer tout changement significatif durant cette période,
  - conserver et fournir tout document demandé par l'autorité compétente, permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, pendant 10 années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
  - accepter et faciliter tout contrôle sur pièces ou sur place conduit par FranceAgriMer ou toute autre administration compétente.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ (obligatoire)

Signature du représentant légal du demandeur, de tous les associés pour les GAEC,

## MENTIONS LÉGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données à caractère personnel auprès de l'organisme qui traite votre demande.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

## PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE

<b>PIÈCES OBLIGATOIRES</b>	
formulaire de demande d'aide n° <b>15505*03</b> daté et signé par le représentant légal du demandeur	
une preuve d'existence légale de l'opérateur demandeur (extrait Kbis, inscription au registre du commerce...);	
une attestation d'affiliation MSA ;	
les devis, accompagnés le cas échéant des fiches techniques correspondantes (pour le matériel d'occasion voir ci-après cas particulier)	
un relevé d'identité bancaire	
une attestation sur l'honneur de régularité au regard des obligations fiscales et sociales ;	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les bilans et comptes de résultats des 3 dernières années</li> <li>- <b>pour les demandeurs au micro BA ou auto-entrepreneurs</b>, les avis d'imposition correspondants</li> <li>- <b>pour une création</b> un compte de résultat prévisionnel n+1</li> </ul>	

<b>PIÈCES PERMETTANT DE VALIDER DES POINTS</b>	
<b>adhérent en coopérative</b> : la copie de l'adhésion	
<b>circuit long hors coopérative</b> : le(s) contrat(s) individuel(s), les déclarations d'intention de(s) acheteur(s), un historique des factures,...	
<b>circuit court</b> : un justificatif du ou des revendeurs (attestation, factures,...), d'un emplacement de marché,...	
<b>investissement collectif</b> : un justificatif émanant de la structure collective motivant l'investissement et précisant le nombre d'entreprises concernées par la démarche ;	
<b>label</b> : la certification ou une attestation d'engagement dans la démarche établie par l'organisme certificateur	
<b>Jeune agriculteur (JA)</b> : l'attestation MSA mentionnant la date d'installation à titre principal (qui ne devra pas être antérieure de plus de 5 ans à la date de dépôt de la demande) <b>et</b> le certificat de conformité ou, si ce dernier n'est pas encore délivré à la date de dépôt de la demande, l'arrêté attributif de subvention ;	
<b>Nouvel installé (NI)</b> : l'attestation MSA mentionnant la date d'installation à titre principal (qui ne devra pas être antérieure de plus de 5 ans à la date de dépôt de la demande), le diplôme agricole (ou titre homologué ou certificat) d'un niveau au-moins égal au BPA <b>et</b> le plan de professionnalisation personnalisé (PPP) ou le plan d'entreprise (PE) ;	

<b>CAS PARTICULIERS</b>	
<p><b>Matériel d'occasion</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une déclaration mentionnant le nom du propriétaire précédent et son numéro Siret, attestant l'origine du matériel et confirmant qu'à aucun moment, au cours des cinq années précédant l'achat, le matériel n'a bénéficié d'une aide publique quelle qu'elle soit ;</li> <li>- tout élément montrant que le prix du matériel n'excède pas sa valeur sur le marché et qu'il est inférieur au coût d'un matériel équivalent à l'état neuf : devis d'un matériel équivalent neuf, catalogue,...</li> <li>- si le matériel est toujours commercialisé : sa fiche technique ;</li> <li>- si le matériel n'est plus commercialisé : une attestation relative au respect des normes applicables établie</li> </ul>	
<b>CUMA</b> : annexe 3 « descriptif de l'exploitation » à remplir pour chaque exploitation utilisatrice du matériel aidé	